

Titre : Congrès monétaire international. Compte-rendu analytique

Auteur : Exposition universelle. 1889. Paris

Mots-clés : Exposition universelle (1889 ; Paris) ; Monnaie*Europe*19e siècle*Congrès ;
Monnaie*France*19e siècle*Congrès

Description : 1 vol. (30 p.) ; 24 cm

Adresse : Paris : Imprimerie nationale, 1889

Cote de l'exemplaire : CNAM 8 Xae 331-20

URL permanente : <http://cnum.cnam.fr/redir?8XAE331.20>

720

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DES COLONIES.

g^o Lac 331-20

EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE DE 1889.



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EXPLOITATION.



CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.



COMPTE RENDU ANALYTIQUE

RÉDIGÉ

PAR MM. ADOLPHE COSTE ET ARTHUR RAFFALOVICH,
SECRÉTAIRES DU CONGRÈS.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.



M DCCC LXXXIX.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DES COLONIES.

8^o Xae 331-20

EXPOSITION UNIVERSELLE INTERNATIONALE DE 1889.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EXPLOITATION.

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

RÉDIGÉ

PAR MM. ADOLPHE COSTE ET ARTHUR RAFFALOVICH,
SECRÉTAIRES DU CONGRÈS.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXXIX.

COMITÉ D'ORGANISATION ⁽¹⁾.

PRÉSIDENT.

M. J. MAGNIN, vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. LÉON SAY, sénateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques.

Henri CERNUSCHI, publiciste.

SECRÉTAIRES.

MM. Adolphe COSTE, publiciste.

Fernand FAURE, député.

MEMBRES DU COMITÉ.

MM. ANDRÉ (Alfred), banquier, régent de la Banque de France.

BRELAY (Ernest), publiciste, ancien conseiller général de la Seine.

CHRISTOPHLE, député, gouverneur du Crédit foncier de France.

CLAMAGERAN, sénateur.

CLAVERY, directeur des affaires commerciales et consulaires au Ministère des affaires étrangères.

COCHUT (André), directeur honoraire du Mont-de-piété de Paris.

COUSTÉ, vice-président de la Chambre de commerce de Paris.

DELOMBRE (Paul), publiciste.

DENORMANDIE, sénateur.

FOURNIER DE FLAIX, publiciste.

FOVILLE (Alfred DE), chef de la statistique au Ministère des finances.

GAY, président de la Société générale de crédit industriel et commercial.

GERMAIN (Henri), membre de l'Institut, président du Crédit lyonnais.

GIROD, ancien directeur du Comptoir d'escompte de Paris.

HOTTINGUER (le baron), banquier, régent de la Banque de France.

LEROY-BEAULIEU (Paul), membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

LIRON D'AIGROLES (DE), conseiller d'État, directeur du mouvement des fonds au Ministère des finances.

⁽¹⁾ Le Comité d'organisation a été nommé par arrêtés ministériels en date des 5 décembre 1888 et 21 janvier 1889. Le bureau a été constitué, lors de la première séance du Comité, le 18 février 1889.

MM. NOEL (Charles), trésorier de la Chambre de commerce de Paris.

RIBOT, député.

ROCHE (Jules), député.

ROTHSCHILD (le baron Alphonse DE), banquier, régent de la Banque de France.

ROUVIER, député.

ROY, ancien président de la Chambre de commerce de Paris.

RUAU, directeur de la Monnaie.

SOUBEYRAN (le baron DE), député, président de la Banque d'escompte de Paris.

PROGRAMME DU CONGRÈS.

1° Rapport de la commission de statistique nommée par le Comité d'organisation du Congrès. Cette commission rendra compte des travaux les plus récents sur la statistique de l'or, de l'argent et des instruments de circulation, et sur la législation monétaire comparée.

2° Recherche des causes de la baisse de l'argent par rapport à la valeur de l'or. Doit-on attribuer cette baisse à l'accroissement de la production des mines? Ou à la suspension de la frappe illimitée de l'argent dans les États bimétalliques? Ou à ces deux causes réunies?

3° Quels dommages la baisse de l'argent et les fréquentes fluctuations de sa valeur par rapport à la valeur de l'or causent-elles au commerce en général, à l'industrie, à l'agriculture, aux finances des gouvernements?

4° Examen des moyens proposés pour remédier à cet état de choses :

a. Rétablissement de l'ancien système bimétallique sur une base encore plus vaste au moyen d'une entente internationale;

b. Adoption générale du monométallisme-or et démonétisation graduelle de l'argent. Dans cette éventualité, quelles mesures transitoires serait-il nécessaire de prendre?

5° Avantages et inconvénients des Unions monétaires de plusieurs États avec circulation réciproque. Améliorations et extensions dont elles seraient susceptibles.

6° Entretien de la circulation monétaire. Estimation du *frai* de la monnaie. Influence de l'usure monétaire sur la prime des lingots et le taux des changes. Moyens d'y remédier. À qui doit incomber la dépense d'entretien de la circulation : aux particuliers, à l'État ou au groupe d'États constitué en Union monétaire?

7° Questions diverses :

a. Recherche du meilleur type de monnaie internationale;

b. Observations relatives à la monnaie divisionnaire d'argent, de nickel et de cuivre.

NOTA. La commission de statistique dont il est question au paragraphe 1^{er} du programme a été composée comme suit : MM. LÉON SAY, *président*, AD. COSTE, P. DELOMBRE, FERNAND FAURE, FOURNIER DE FLAIX et ALFRED DE FOVILLE, *rapporteurs*.

PAYS ÉTRANGERS

REPRÉSENTÉS AU CONGRÈS MONÉTAIRE PAR DES DÉLÉGUÉS.

- Angleterre.* — Délégués du Gouvernement britannique : l'honorable C. W. FREMANTLE, C. B., sous-directeur de la Monnaie, et M. G. H. MURRAY, attaché à la Trésorerie.
- Argentine (République).* — Délégué extraordinaire du Gouvernement argentin : M. PELLEGRINI, vice-président de la République Argentine. — Délégué de la Commission argentine : M. LÉON WALLS.
- Belgique.* — Délégué de la Commission belge : M. Georges DE LAVELEYE, directeur du *Moniteur des intérêts matériels*.
- Bolivie.* — Délégué du Gouvernement bolivien : M. Félix Avelino ARAMAYO.
- Brésil.* — Délégué du Commissariat général du Brésil et de la Commission brésilienne d'études de l'Exposition universelle : M. Eduardo DA SILVA PRADO.
- Chili.* — Délégué du Gouvernement chilien : M. Carlos MORLA VICUÑA, secrétaire de la légation du Chili en France.
- Danemark.* — Délégué du Gouvernement : M. LÉVY, directeur de la Banque nationale de Copenhague.
- Dominicaine (République).* — Délégué du Gouvernement : M. Isidore MENDEL, ex-président de la Chambre de commerce de Santo-Domingo, ex-président de la Banque commerciale de Santo-Domingo.
- Espagne.* — Délégués du Comité d'Espagne à l'Exposition universelle : Don Juan Navarro REVERTER, ingénieur, député aux Cortès, délégué général du Comité d'Espagne, et M. Joaquin Lopez PUIGCERVER, ancien ministre, député aux Cortès.
- Grèce.* — Délégué de la Commission hellénique à l'Exposition universelle : M. Antoine VLASTO.
- Hollande.* — Délégué de la Commission néerlandaise : M. J. FREIWALD, président du Comité exécutif néerlandais à Paris.
- Italie.* — Délégués du Comité national italien : MM. L. LUZZATTI, député au Parlement italien, GENTILI DI GIUSEPPE et le comte FANTONI.
- Japon.* — Délégué du Gouvernement du Japon : M. le vicomte TANAKA, ministre plénipotentiaire du Japon à Paris.
- Mexique.* — Délégués du Gouvernement du Mexique : MM. Antonio DEL CASTILLO, ingénieur, et Gilberto CRESPO Y MARTINEZ, ingénieur, député.
- Monaco (Principauté de).* — Délégué du Gouvernement : M. JOLIVOT, membre du Conseil d'État de la principauté.
- Salvador (République de).* — Délégué : M. S. BADEL.

CONGRÈS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.

PREMIÈRE SÉANCE.

**Mercredi 11 septembre 1889, à 9 heures et demie du matin,
au palais du Trocadéro.**

Prennent place au bureau : MM. J. MAGNIN, *président du Comité d'organisation*, H. CERNUSCHI, *vice-président*, et Adolphe COSTE, *secrétaire*.

M. MAGNIN communique à l'assemblée la lettre suivante qui lui a été adressée par M. le Ministre des finances :

« Paris, le 10 septembre 1889.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'aurais tenu à honneur de venir moi-même souhaiter la bienvenue aux membres du Congrès monétaire, et je me proposais d'assister au moins à sa première séance.

« Forcé de quitter Paris dès aujourd'hui, je vous prie de vouloir bien exprimer à MM. les délégués des gouvernements étrangers et aux éminents spécialistes qui ont bien voulu répondre à notre appel, le regret que j'éprouve de ne pouvoir m'associer que de loin à leurs travaux.

« Le Gouvernement français a eu, vous le savez, à différentes reprises, l'occasion de faire connaître ses idées sur les questions monétaires. Bien que les faits qui se sont produits dans ces dernières années ne nous semblent pas de nature à modifier à cet égard nos dispositions générales, nous suivrons avec le plus grand intérêt les échanges de vues qui vont avoir lieu. Il ne s'agit cette fois que d'un débat purement scientifique et les opinions exprimées seront toutes personnelles; il en résultera néanmoins de précieux éléments d'information pour tous ceux à qui incombe la responsabilité des solutions à faire prévaloir.

« C'est pourquoi je remercie d'avance le Congrès qui va s'ouvrir des services qu'il rendra au monde économique, de plus en plus préoccupé des grands problèmes que la question monétaire implique aujourd'hui.

« Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

« *Le Ministre des finances,*
« ROUVIER. »

M. MAGNIN donne ensuite lecture de l'allocution que M. le Ministre se proposait de prononcer en ouvrant les séances du Congrès.

Nous en extrayons le passage suivant :

« Ces questions (monétaires) ont pris dans les dernières années un carac-

tère d'actualité, je pourrais dire d'acuité tout spécial. On a vu la situation monétaire des différents pays profondément influencée par des causes diverses. De brusques variations se manifestaient dans la production et surtout dans la valeur réciproque de l'or et de l'argent. Y a-t-il réellement dans ces faits une action perturbatrice qui puisse expliquer les crises dont, à des degrés divers, tous les pays ont eu récemment à souffrir? Peut-on entrevoir dans telle ou telle solution un remède à cet état de choses qui préoccupe à bon droit les gouvernements et les peuples? Telles sont les questions que le monde entier se pose. Elles ont déjà donné lieu à bien des recherches, à bien des discussions. Beaucoup d'entre vous y sont intervenus, apportant des idées souvent opposées, mais toujours soutenues avec science et talent. Plus que jamais, nous devons continuer à les approfondir, cherchant à les éclairer chaque jour d'une lumière nouvelle.

«Aussi, Messieurs, est-ce avec le plus vif intérêt et avec la certitude d'en tirer de précieux enseignements que nous suivrons vos savantes discussions. Elles feront faire, nous n'en doutons point, un pas de plus à la science monétaire et prépareront, pour un avenir que nous souhaitons prochain, une solution.»

Après cette lecture qui est accueillie par des applaudissements, il est procédé à la constitution du bureau du Congrès.

Le bureau définitif est ainsi composé :

Président d'honneur : M. PELLEGRINI, vice-président de la République Argentine.

Président : M. J. MAGNIN, vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France.

Vice-présidents : MM. LÉON SAY et HENRI CERNUSCHI, déjà vice-présidents du Comité d'organisation, et MM. DANA HORTON (États-Unis), GRENFELL (Angleterre), ÉMILE DE LAVELEYE (Belgique), ÉMILE LEVASSEUR (France), LUZZATTI (Italie) et MAX WIRTH (Autriche).

Secrétaires : MM. Adolphe COSTE, Fernand FAURE et Arthur RAFFALOVICH.

MM. Léon Say, Luzzatti, Max Wirth et Fernand Faure ont été empêchés de prendre part aux travaux du Congrès.

En prenant place au fauteuil, M. MAGNIN a prononcé un discours dont nous extrayons les passages suivants :

«Messieurs, a-t-il dit, vous voudrez bien permettre à celui qui a eu l'honneur de provoquer et de présider la conférence de 1881 de vous rappeler en quelques mots le passé, et de vous dire ce qu'il augure de l'avenir pour la solution de cette grande question monétaire, qui non seulement est liée intimement aux intérêts commerciaux, industriels, agricoles du monde entier, mais encore qui les domine et les régit.

«Les États-Unis et la France ont convoqué en 1881 à Paris une conférence monétaire internationale dans le but de «soumettre à l'acceptation des gouvernements représentés un plan et un système pour l'établissement, au moyen «d'une convention internationale, de l'usage de l'or et de l'argent comme «monnaie bimétallique».

«Bien que la plupart des gouvernements représentés se fussent déclarés

en faveur du projet franco-américain, la conférence dut, par suite de l'attitude de l'Angleterre, s'ajourner sans avoir atteint le résultat désiré.

« Le désordre monétaire qui (on peut le dire sans témérité) date de 1873 et auquel la conférence de 1881, si elle avait abouti, aurait pu porter remède, n'a fait que s'aggraver. L'écart de valeur entre l'or et l'argent s'est encore augmenté dans une large proportion. Les perturbations du change entre les pays monométalliques-argent et les pays qui ne frappent que des monnaies d'or sont devenues plus intenses et plus fréquentes. Les perspectives, loin d'être rassurantes, sont faites pour effrayer les esprits prudents.

« En effet, que les États-Unis viennent à abroger le Bland-bill, que l'Union latine soit dénoncée, et l'avalissement du métal blanc par rapport au métal jaune n'aurait pour ainsi dire plus de limite. Ce serait alors une terrible catastrophe monétaire et commerciale dans le monde entier. »

M. Magnin a rappelé alors les déclarations récentes de lord Salisbury et de M. Goschen, en réponse à la députation bimétallique anglaise, et il a appelé sur elles toute l'attention du Congrès « qui ne peut manquer, a-t-il dit, d'y voir un pas fait vers une solution nécessaire et un bon augure pour l'avenir ».

M. Adolphe Coste, *secrétaire*, présente les excuses de MM. Léon Say et Fernand Faure. Il rend compte de la propagande faite par le Comité d'organisation du Congrès qui a obtenu à ce jour cent quarante-deux adhésions. En ajoutant à ce chiffre les trente membres du Comité d'organisation et les vingt-deux délégués des gouvernements étrangers ou des comités étrangers de l'Exposition universelle, au nombre de seize, qui se sont fait représenter, le nombre des membres du Congrès est de cent quatre-vingt-quatorze.

M. le Secrétaire donne lecture de la dépêche de sir J. Elliot, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique, en date du 10 septembre, aux termes de laquelle l'honorable C. W. Fremantle, C. B., sous-directeur de la Monnaie, et M. G. H. Murray, attaché à la Trésorerie, sont nommés délégués britanniques auprès du Congrès monétaire international.

M. le Secrétaire rend compte ensuite des travaux de la commission de statistique formée par le Comité d'organisation et présidée par M. Léon Say. Trois rapports ont été imprimés et sont mis à la disposition de tous les membres du Congrès : le premier, dû à M. Alfred de Foville, est relatif à la Statistique universelle des métaux précieux (production, monnayage et consommation industrielle de l'or et de l'argent); le second, dû à M. E. Fournier de Flaix, est un rapport sur l'Enquête monétaire anglaise; le troisième, dû à M. Adolphe Coste, est un rapport sur le célèbre ouvrage du docteur Adolphe Soetbeer (*Materialien*, etc.), dont une traduction française doit être offerte au Congrès par M. Ruau, directeur de la Monnaie. Ces trois rapports sont présentés sous la responsabilité personnelle de leurs auteurs, le temps n'ayant pas permis au Comité d'organisation d'en prendre connaissance.

Outre ces rapports, plusieurs documents importants qui ont été remis au bureau sont tenus à la disposition des membres du Congrès pour être consultés par eux s'ils le désirent⁽¹⁾.

(1) Ces rapports et les principaux documents, ainsi que la liste de tous les membres du Congrès, sont publiés dans le *Compte rendu in extenso* (Bibliothèque des *Annales économiques*, rue Antoine-Dubois, 4, à Paris).

Après ces diverses communications, M. ALLARD, de Bruxelles, a demandé que l'on écoutât, en premier lieu, les représentants du mouvement bimétallique en Angleterre et en Allemagne.

M. GRENFELL, ancien gouverneur et régent actuel de la Banque d'Angleterre, est alors monté à la tribune. Il a déclaré tout d'abord qu'il ne représentait ni ses collègues de la Banque d'Angleterre, ni le Club des économistes de Londres, dont il est trésorier, les uns et les autres, en grande partie du moins, ne partageant pas ses idées. Il se présente au nom d'une association libre : la *Ligue bimétallique anglaise*.

Il a parlé de suite des obstacles que cette association rencontre pour faire triompher ses idées : d'une part, l'obstruction parlementaire, et d'autre part, la conviction générale que le dernier mot a été dit en matière monétaire par le premier lord Liverpool. Après Newton, les études mathématiques en Angleterre subirent un temps d'arrêt, parce qu'on ne croyait pas qu'il y eût rien à ajouter à ce qu'avait démontré le grand homme; il en est de même pour les études monétaires en Angleterre depuis lord Liverpool et ses successeurs immédiats.

M. Grenfell rappelle cependant les travaux considérables des deux commissions royales pour l'enquête commerciale et l'enquête monétaire, et il se plaint que les ministres anglais, au lieu de passer aux résolutions, soient encore d'avis que l'on recommence à nouveau les études et les discussions.

L'orateur regrette également que le chef de l'opposition, M. Gladstone, ait pris parti contre le bimétallisme en prétendant qu'il est synonyme de protectionnisme et de répudiation des dettes publiques. A la vérité, M. Gladstone, dans une lettre qu'il a écrite à M. Grenfell, reconnaît que ces reproches ne s'adressent qu'aux propositions de M. Chaplin, et qu'il ne les maintiendrait pas s'il ne s'agissait, par exemple, que d'établir un rapport de valeur de 1 à 22 entre l'or et l'argent.

Les opinions de M. Gladstone sont, d'après M. Grenfell, celles de tous ceux qui ont étudié l'économie politique de 1815 et ne veulent pas se remettre à l'étude. Mais actuellement le cabinet anglais compte deux bimétallistes, MM. Balfour et Chaplin, et le mouvement bimétallique se propage parmi les corporations et les *trade's unions*. On se heurte encore cependant à la mauvaise volonté de la presse anglaise, due sans doute à l'influence toute-puissante des classes créancières.

M. Grenfell conclut à ce que les gouvernements réunissent à nouveau un « Congrès d'action » ayant pouvoir de prendre des résolutions effectives. Quant à lui, il considère le libre-échange comme un fait indiscutable, mais il croit que l'établissement d'une monnaie internationale marquerait une bonne étape sur la route de la liberté commerciale.

M. le docteur OTTO ARENDT, secrétaire de la Ligue allemande pour le bimétallisme international, a exposé que les membres de cette association sont tous convaincus que la crise économique est due à l'introduction de l'unique étalon d'or et à la dépréciation de l'argent qui en a été la conséquence. On est parvenu à faire suspendre la démonétisation des thalers, mais on n'espère point obtenir le rétablissement du double étalon sans le concours de l'Angleterre. Par contre, dès que l'Angleterre sera revenue au bimétallisme, l'Allemagne pourra revenir à la liberté commerciale.

A l'appui de cette déclaration, M. Arendt lit une lettre du président de la Ligue allemande, M. de Kardorff, empêché de se rendre au Congrès monétaire. L'auteur de cette lettre insiste sur l'intérêt qu'il y a à décider l'Angleterre dans le sens bimétallique. De cette solution monétaire dépend, suivant lui, l'apaisement de la crise irlandaise, qui est une crise agricole. Ce sont les intérêts agricoles qui souffrent le plus de la baisse des prix, résultat de l'*appréciation* de l'or. Il y a aussi corrélation entre les intérêts du Gouvernement indien et ceux des centres industriels anglais.

M. MORET Y PRENDERGAST, ancien ministre d'Espagne, demande que le Congrès se préoccupe avant tout du rôle que lui a tracé le chef du Cabinet anglais. Il faut entrer dans la voie des résolutions, le *statu quo* est impossible. L'orateur déclare qu'il a été surpris de l'assertion de M. Gladstone. Il est personnellement libre-échangiste, mais il reconnaît qu'avec la baisse des prix causée par le monométallisme et l'*appréciation* de l'or, il a été nécessaire de recourir à la protection douanière. Il faut donc revenir au régime du double étalon pour pouvoir rétablir la liberté commerciale. Il conclut à la nécessité d'une convention internationale.

M. Théodore MANNEQUIN, membre de la Société d'économie politique de Paris, a clos la première séance par la lecture d'une réponse générale à toutes les questions du programme. La statistique des métaux précieux est, suivant lui, forcément inexacte et d'ailleurs presque inutile. On peut ériger en loi que les deux métaux précieux baissent simultanément, et que la baisse doit toujours être plus accentuée sur l'argent. Les dommages qui en résultent sont d'autant plus grands que la législation intervient. Le rétablissement du double étalon occasionnerait la sortie alternative de l'or et de l'argent, et aboutirait, par la baisse de la monnaie, à l'avènement en fait de l'unique étalon d'or. Il conclut à l'institution la plus rapide possible du monométallisme-or. Le double étalon nous coûte 200 millions de trop chaque année.

DEUXIÈME SÉANCE.

**Mercredi 11 septembre 1889, à 2 heures et demie du soir,
au palais du Trocadéro.**

PRÉSIDENCE DE M. J. MAGNIN.

M. G.-M. BOISSEVAIN, d'Amsterdam, obtient la parole pour une motion d'ordre. Il rappelle le reproche de M. Goschen aux monométallistes, qui ne se croient pas obligés de justifier leur doctrine. Il les invite à faire connaître leurs objections contre un bimétallisme véritable et international.

M. Henri CERNUSCHI commence le débat sur les quatre premières questions du programme (Statistique monétaire, Causes de la baisse de l'argent, Dommages qui en résultent, Moyens proposés pour y remédier).

En ce qui concerne la baisse de l'argent, il déclare que ce métal n'a baissé

que par rapport à l'or. Dans tous les pays monométalliques-argent, aux Indes, en Chine, au Mexique, le pouvoir payant de l'argent n'a pas varié.

Quelles sont les causes de la baisse de l'argent par rapport à l'or? Pour les faire comprendre, l'orateur a recours à plusieurs images : le rapport légal de 1 à 15 1/2 entre les deux métaux fonctionnait comme une cage invisible retenant ensemble deux oiseaux, l'un jaune, l'autre blanc, qui vivaient sans souci de la liberté jusqu'au jour où on leur ouvrit la porte; ou bien encore, ce rapport agissait comme le câble qui retient le ballon captif et l'empêche d'aller à la dérive. M. Cernuschi accepte toutes les causes que l'on voudra invoquer, y compris la surproduction de l'argent, mais il soutient que ces causes seraient restées sans effet, si le rapport du 15 1/2 n'avait pas été disloqué en 1873. Il invoque, à cet égard, le témoignage des douze membres de la grande commission anglaise dite *Gold and silver Commission* qui ont fait remonter la perturbation du rapport de valeur de l'or et de l'argent à l'année où le régime bimétallique a cessé de fonctionner dans l'Union latine. (N^{os} 192 et 193 du Rapport final.)

Sur les douze membres de la commission, six ont conclu au bimétallisme; les six autres en ont reconnu la possibilité théorique, mais n'ont point consenti à son adoption.

M. Cernuschi insiste sur la stabilité de valeur qui résulte de l'existence d'un rapport fixe entre les métaux librement monnayés. Ce qui fait la valeur des métaux précieux, c'est le monnayage. Déclarez l'or et l'argent également aptes à devenir monnaie; établissez entre eux un rapport de valeur identique pour les principales nations du globe; ils ne pourront baisser ni s'écarter l'un de l'autre.

Retirez, au contraire, pour l'un d'eux, la liberté de la frappe, comme on l'a fait en Europe et aux États-Unis d'Amérique, les métaux n'ont plus rien qui les retienne ensemble : l'un s'élèvera et l'autre s'abaissera sans mesure aucune.

La production des métaux précieux n'a rien à y voir, car elle ne peut pas être surabondante. Pour le faire comprendre, M. Cernuschi exhibe un poteau gradué, recouvert d'un papier d'argent, qui représente schématiquement la quantité du métal argent existant dans le monde; il place à côté une petite tranche représentant la quantité du métal or. Ces quantités comparées offrent une disproportion saisissante, et les quantités produites annuellement sont presque négligeables à côté des masses existantes.

« La nature, dit M. Cernuschi, produit de l'argent et de l'or, mais elle ne produit pas de monnaie. C'est le législateur qui attribue à l'un des métaux ou aux deux conjointement la fonction monétaire. . . La monnaie de papier est une monnaie inférieure, parce qu'elle ne peut circuler que dans l'État qui l'a émise. La monnaie monométallique lui est supérieure, car elle peut être monnaie internationale. Mais, seule, la monnaie bimétallique met les nations en possession d'un pair de change universel. C'est la meilleure monnaie. Elle avait toujours existé, et c'est seulement en 1873 que, pour la première fois, le genre humain en a été privé. » Les conséquences en ont été funestes, les lois naturelles de la concurrence ont été faussées par les écarts excessifs du change, le Trésor indien est entré dans de graves embarras. . . « La santé ne peut revenir que par la réintégration de la grande unité bimétallique. »

L'orateur termine en donnant lecture des principaux articles de son projet de convention bimétallique :

ARTICLE 1^{er}. L'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique et la France admettront l'or et l'argent au monnayage sans aucune limite de quantité, et adopteront la proportion de 1 à 15 1/2 entre le poids du métal pur contenu dans l'unité monétaire en or et le poids du métal pur contenu dans la même unité en argent.

ART. 2. Sous la condition que cette proportion de 1 à 15 1/2 sera toujours observée, chaque État restera libre de garder ses types monétaires : dollar, franc, livre sterling, mark.

M. Adolphe Coste succède à M. Cernuschi. Il se plaint, en commençant, de la défaveur qui s'attache à la qualification de monométalliste qu'on donne aux partisans de l'unité d'étalon monétaire. Il semble que bimétallisme signifie abondance monétaire, et monométallisme restriction monétaire. Rien n'est plus faux.

Il peut y avoir restriction monétaire sous le bimétallisme, comme il est arrivé au siècle dernier, en France, quand l'argent était surévalué dans le rapport officiel (1 : 14,625), et comme il arrive aujourd'hui encore pour la même cause. Le bimétallisme nous impose de si grandes précautions pour défendre notre or que nous l'empêchons soigneusement de circuler, nous le raréfions artificiellement.

Il y aurait, au contraire, avec le monométallisme légal (c'est-à-dire avec l'unité d'étalon d'or et la limitation du pouvoir libératoire de l'argent *au-dessous* de 1,000 francs) une grande abondance monétaire. Nul pays, en aucun temps, n'a disposé d'un stock monétaire d'or et d'argent aussi considérable que celui de la France actuelle.

En thèse générale, M. Coste estime qu'il faut se réjouir de l'augmentation de la monnaie, pourvu qu'elle ne soit pas artificiellement provoquée. Or le rétablissement du rapport conventionnel de 15 1/2 rehausserait artificiellement de 43 ou 44 p. 100 le prix actuel de l'argent. On donnerait au monnayage de l'argent une prime de 67 francs par kilogramme. Il faudrait craindre alors un énorme accroissement de l'extraction des mines américaines (laquelle n'a pas cessé de se développer malgré la baisse de l'argent), un détournement de la masse considérable de l'argent qui s'écoule en Asie et en Afrique, un déclassement même de l'argent non monnayé qui serait attiré au monnayage.

Ces résultats ne seraient pas négligeables, comme l'a prétendu M. Cernuschi; ils pourraient, à bref délai, grossir considérablement le stock monétaire d'argent, et amener de grandes perturbations dans les prix et dans les contrats.

Il faut donc renoncer aux deux solutions extrêmes : le rétablissement du 15 1/2 n'est pas plus possible que la suppression de la monnaie d'argent. Peut-on adopter une solution moyenne et rétablir la libre frappe de l'argent en abaissant le rapport de valeur à 1 : 20, par exemple, comme l'a proposé M. Samuel Montagu dans l'enquête anglaise? Une telle mesure aurait aussi de graves inconvénients.

Quel métal ajusterait-on à ce nouveau rapport? Si c'est l'or dont on baisserait le poids, il faudrait continuer à appeler 20 francs une pièce qui ne vaudrait intrinsèquement que 15 fr. 50. Cette opération de faux monnayage

troublerait toutes les transactions, tous les contrats, tous les impôts : elle semble impraticable. Si c'est l'argent dont on relèverait le poids, à qui ferait-on supporter la perte qu'on ne peut évaluer à moins de 900 millions de francs pour l'Union latine? Aux États ou aux détenteurs d'argent? Dans ce dernier cas, la Banque de France, sans compter les autres, serait totalement ruinée.

Par tous ces motifs, M. Coste conclut au *statu quo* monétaire, mais il demande qu'on l'améliore en limitant le pouvoir libératoire de l'argent à une somme inférieure à 1,000 francs, afin de faire cesser toute incertitude dans les grosses transactions, et afin de rendre à la circulation l'or qu'on en tient éloigné. « L'or, dit-il en terminant, est désormais le seul métal monétaire international; l'argent ne peut plus jouer qu'un rôle national. »

Cette deuxième séance s'est terminée par une communication de M. Charles SPITZER proposant la frappe de monnaies composées d'un alliage d'or et d'argent.

TROISIÈME SÉANCE.

**Jeudi 12 septembre, à 9 heures et demie du matin,
au palais du Trocadéro.**

PRÉSIDENCE DE M. J. MAGNIN.

M. PELLEGRINI, *président d'honneur*, assiste à la séance. Il remercie le Congrès de l'honneur qui lui a été fait et qu'il reporte à son pays. Il prie M. Magnin de continuer à diriger les débats.

M. COSTE présente au Congrès, de la part de M. Ruau, directeur de la Monnaie, la première traduction française de l'important ouvrage du docteur Adolphe Soetbeer, de Goettingue : *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire*. Grâce à l'autorisation gracieuse de M. Soetbeer, à la libéralité du Gouvernement et au zèle de M. Ruau pour la science, l'ouvrage traduit a pu être imprimé en vue du Congrès. Des exemplaires en sont distribués à tous les membres qui en expriment leur vive satisfaction.

M. Henri CERNUSCHI reprend la parole pour une observation complémentaire. Il fait voir que Robert Peel intervint en 1844 pour faire autoriser la Banque d'Angleterre à émettre sur lingots d'argent des bank-notes remboursables en or.

Il profite de ce qu'il a la parole pour lire une lettre que M. Giffen a récemment adressée au *Journal de la Société de statistique de Paris*, afin de protester contre la qualification de bimétalliste, que lui avait donnée M. Fournier de Flaix. A cette lecture, M. Cernuschi oppose un discours de M. Goschen où il est dit que les propositions des bimétallistes sont sérieuses et importantes.

M. FOURNIER DE FLAIX revient à la discussion. Il fait remarquer combien les communications de MM. Grenfell et Arendt laissent peu d'espoir à un traité

international. Il ajoute que si ce traité ne convient ni à l'Angleterre ni à l'Allemagne, il convient encore moins à la France dont la situation monétaire est excellente. Il est peu probable que l'on rencontre un homme d'État français pour apposer sa signature à un pareil traité et encore moins un parlement pour le voter.

C'est donc à autre chose qu'un traité international qu'il faut demander une solution, dans la mesure du possible, aux difficultés monétaires. Ces difficultés ne touchent point la France.

À cet égard M. Fournier de Flaix n'accepte ni les arguments de M. Cernuschi ni les conclusions contradictoires de la *Gold and silver Commission* anglaise, dont il a résumé les travaux dans un mémoire particulier. Il invite le Congrès à examiner les divers projets proposés, spécialement par MM. Marshall, de Londres, Lexis et Nasse, d'Allemagne, Claremont Daniell, lord Grey, etc., et de restreindre le champ des discussions théoriques pour ou contre un traité international avec le 15 1/2 immuable et la frappe illimitée de l'argent à valeur libératoire, car tout cela est entièrement contraire à l'histoire des métaux précieux, aux lois monétaires et aux conditions actuelles de la production de l'argent.

M. G.-M. BOISSEVAIN succède à M. Fournier de Flaix. Il fait l'exposé de la situation monétaire des Pays-Bas, d'où il résulte qu'actuellement la circulation monétaire est de 136 millions de florins en monnaie d'argent, et de 128 millions de florins en or ou équivalents, c'est-à-dire en traites sur l'étranger. La loi de 1884 autorise le ministre des finances à démonétiser et à vendre 25 millions d'argent pour diminuer d'autant le stock d'argent et augmenter le total d'or. Aux Indes, il y a 100 millions en argent. La situation monétaire n'est donc pas si mauvaise. On a la certitude de pouvoir obtenir à la Banque néerlandaise de l'or, sans aucune prime et sans difficulté, pour tous les besoins de l'exportation.

On reconnaît néanmoins que la situation est défectueuse et qu'il y a une quantité trop grande de monnaie dont la valeur fiduciaire n'est pas égale à la valeur marchande du métal. En Hollande, la très grande majorité est bimétalliste pour des raisons théoriques et parce qu'on veut avoir l'identité des étalons monétaires avec le monde commercial tout entier.

M. Boissevain s'attache ensuite à réfuter le discours de M. Coste. Il n'y a pas, suivant lui, de distinction à faire entre les deux métaux; l'un et l'autre doivent leur valeur à l'emploi qu'on en fait comme monnaie. Ce qu'il faut, c'est fixer le rapport de valeur dans l'emploi des deux métaux pour la circulation monétaire, et alors la valeur marchande des deux métaux non monnayés s'y conformera par la force des choses. Pourquoi rejeter le métal blanc qui, à l'heure qu'il est, entre encore pour une moitié dans la circulation monétaire du monde commercial pris dans son entier? Il ne faut pas craindre le retour du métal blanc de l'Inde, où il a trouvé un emploi à l'intérieur du pays. L'orateur cite notamment le royaume de Siam où l'argent, devenu plus abondant, n'a pas perdu sa valeur, mais a remplacé les coquillages dont les indigènes se servaient comme de monnaie.

L'orateur insiste sur la nécessité de sortir du *statu quo* qui, depuis quinze ans, a amené la baisse des prix, la diminution ou tout au moins l'arrêt du développement de la production industrielle, la baisse des salaires et celle du

loyer de l'argent. La rareté de l'or existe toujours, la situation ne peut pas se prolonger. Pour empêcher la démonétisation du métal blanc dans les pays de l'Union latine, en Allemagne, en Hollande, aux États-Unis, il faut une réglementation internationale. Le bimétallisme sera le système qui nous divisera le moins, et il le faut sur la base du 15 1/2, quoique l'écart avec la valeur marchande actuelle offre certainement de grandes difficultés.

M. Émile LEVASSEUR, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, est accueilli par une salve d'applaudissements lorsqu'il monte à la tribune.

Lui aussi proteste contre la qualification de monométalliste. Il est trimétalliste (or, argent, cuivre ou nickel), mais il ne veut qu'un étalon monétaire.

Cette déclaration faite, il s'attache à débarrasser la question monétaire de toutes les complications qu'on lui attribue. Les crises commerciales et industrielles ne sont pas une nouveauté, elles ne datent pas de 1873. Les crises spécialement monétaires résultent de brusques à-coups dans l'accroissement ou la réduction du numéraire; elles paraissent encore plus à redouter avec le double étalon qu'avec l'étalon unique.

En tout cas, la baisse actuelle des prix ne peut résulter que très secondairement de la situation des métaux précieux. Elle doit surtout être attribuée aux moyens de production plus énergiques, au progrès des transports, à la baisse des frets. Elle s'est plus accentuée sur les produits manufacturés que sur les produits bruts, et elle démontre en somme le progrès de la richesse. Quant à la misère populaire dont on fait tant de bruit, elle est certainement beaucoup moindre aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Les salaires ont augmenté tandis que les objets de consommation ont diminué de prix.

M. Levasseur est cependant loin de nier les difficultés sérieuses de l'agriculture, mais il y aurait injustice à mettre au compte de l'étalon monétaire le relèvement général de la protection douanière. La protection s'est faite aux États-Unis après la guerre de la Sécession, et les étalons monétaires n'y étaient certainement pour rien.

M. Levasseur relève enfin cette assertion des bimétallistes, notamment de M. Émile de Laveleye, que l'usage simultané et l'abondance des deux métaux procurent l'allègement des dettes publiques. Faut-il donc s'attacher au bimétallisme comme à un moyen commode de faire une banqueroute insensible? Non, c'est une idée qu'on ne peut soutenir, et la justice dans les contrats est l'idéal commun à tous les économistes.

M. Émile DE LAVELEYE, ainsi mis en cause, explique qu'il veut aussi la justice et le respect des contrats, mais qu'entre deux crises monétaires, l'une d'abondance, l'autre de rareté, il préfère encore l'abondance qui est favorable aux débiteurs, c'est-à-dire aux producteurs.

QUATRIÈME SÉANCE.

**Jeudi 12 septembre 1889, à 2 heures et demie du soir,
au palais du Trocadéro.**

PRÉSIDENT DE M. J. MAGNIN.

M. Émile LEVASSEUR reprend la suite de son discours et aborde la partie positive de sa discussion. Il refait la théorie scientifique de la monnaie. La monnaie est à la fois une mesure et un équivalent. La fixité de valeur est ce qu'il y a de plus désirable, mais de plus difficile à obtenir; c'est par l'unité d'étalon qu'on s'en rapprochera le plus; on évitera ainsi la double fluctuation qui résulte de la dualité des étalons. On objecte à l'unité d'étalon la prétendue rareté de l'or; M. Levasseur ne la voit pas, au moins chez les quatre nations que l'on voudrait lier par une entente monétaire.

Cette entente est-elle possible? Serait-elle durable? Il n'y aurait pas de circulation réciproque, les États ne seraient pas responsables de leurs frappes, ni astreints à les rembourser en cas de liquidation. Qu'est-ce qui garantirait alors qu'un des États contractants ne sera pas tenté d'abuser de la convention pour colloquer aux autres contractants tout son métal déprécié? Car il subsisterait un marché des métaux précieux puisque la convention ne serait pas universelle. M. Levasseur a repris alors avec esprit l'apologue des deux serins de M. Cernuschi. Ce qu'il redoute, ce n'est pas que ces deux charmants oiseaux s'envolent, mais c'est qu'on trouve, un beau matin, au lieu d'un serin jaune et d'un serin blanc, deux serins tout blancs : le bimétallisme n'aurait pas laissé la porte de la cage ouverte, mais il aurait fait une substitution d'oiseaux.

En définitive, la France n'a aucun intérêt à entrer dans une combinaison qui ne profiterait qu'aux autres. L'orateur propose le *statu quo*, mais en ayant égard aux difficultés actuelles. Il serait, pour lors, disposé à admettre la libre frappe de l'argent à la valeur commerciale, c'est-à-dire à la condition que les particuliers ne profiteraient pas de l'écart existant entre la valeur du lingot et la valeur de la monnaie, et qu'ils verseraient la différence à l'État, qui en profiterait. Enfin la valeur libératoire de cette monnaie d'argent serait limitée à 500 francs.

M. Alphonse ALLARD, banquier à Paris, directeur de la Monnaie à Bruxelles, répond à M. Levasseur. Il repousse cette idée, que la crise de baisse des prix ne serait produite que par un excès de production; il croyait cette thèse depuis longtemps abandonnée, surtout depuis les chiffres si concluants de M. Sauerbéeck, publiés récemment par M. Émile de Laveleye.

Un excès de production qui aurait duré quinze ans est invraisemblable. L'activité moderne s'exercerait donc comme celle des Danaïdes à des travaux sans fin et sans but? La grande Commission anglaise de l'or et de l'argent (*Gold and silver Commission*) a attribué la baisse des prix et la crise, non à la surproduction, mais bien à la cause monétaire.

La seule explication que l'on ait trouvée, pour expliquer une crise aussi générale, c'est la démonétisation de l'argent en 1873. Si on le conteste, l'orateur demande à ses adversaires de prendre à l'instant sa place et de venir expliquer ici pourquoi le fermier ne paye plus son bail, pourquoi la terre retourne en friche, pourquoi le commerçant est forcé par la baisse des prix de vendre moins cher qu'il n'a acheté, pourquoi l'industriel réalise le fabriqué au-dessous de la valeur de la matière première, pourquoi enfin cette dépression générale, cette baisse des salaires qui est en train de s'opérer, pourquoi ces luttes, pourquoi ces grèves ?

L'or est suffisant, nous dit-on ; non, répond M. Alphonse Allard. L'or dont on constate l'accumulation dans les encaisses des banques et dont on fait volontiers état est employé, puisque les billets de banque circulent à sa place, et celui que produisent les mines est insuffisant à l'immense développement des échanges au XIX^e siècle. M. Alphonse Allard croit pouvoir avancer, d'après des chiffres qu'il cite, qu'il aurait fallu que les mines fournissent trois fois plus d'or et d'argent pour rester dans la proportion de l'augmentation subie par les échanges — ce qui explique combien il a fallu développer les moyens de banque. Depuis longtemps on ne peut plus les développer davantage sans risquer des crises.

D'ailleurs la production de l'or diminue et presque la moitié de l'Europe n'a que du papier à cours forcé ; comment espérer dès lors se passer de l'argent sans faire hausser l'or et sans provoquer des crises ? Il suffit de consulter les changes pour voir ce que vaut ce métal dans le monde. La prime sur l'or est de :

En Italie.....	25 p. 1,000
En Espagne.....	40
En Russie.....	330
En Roumanie.....	175
A la Plata.....	1,000
Aux Indes.....	310

Cette hausse factice de l'or, cette hausse produite par les lois de 1873, cause les plus grands maux à l'humanité. Tous ceux qui ont de l'or à recevoir, tels que rentiers, obligataires, créanciers hypothécaires, sont *favorisés*, tandis que tous ceux qui produisent et ont des articles à vendre, les travailleurs en d'autres termes, sont *victimes*. L'agriculture ne vend plus ses produits parce que le métal blanc, avili chez nous, achète toujours dans les pays à argent et aux Indes la même chose, les mêmes objets qu'autrefois, ce qui attire sur nos marchés le blé et les marchandises exotiques. L'industrie souffre des mêmes maux, elle ne peut plus vendre par les mêmes raisons. Les relations sont rompues entre les peuples : les uns n'ont que de l'argent, les autres ne veulent que de l'or, le trafic de l'Angleterre, qui était, en 1873, de 21 livres sterling 4 shillings par tête d'habitant, n'est plus que de 16 livres sterling 17 shillings par tête en 1886, soit 25 p. 100 de diminution.

Contre de pareils maux, ne voyant pas le remède, chacun réclame la protection douanière, et le libre-échange disparaît ainsi dans le monde entier.

Mais ce n'est pas tout encore : des maux plus grands nous attendent du côté de la classe ouvrière où les constatations sont navrantes : 700,000 ouvriers sans travail en Angleterre ; 32 p. 100 de baisse sur les salaires agricoles ;

50 p. 100 de baisse sur les salaires des mineurs, etc. La commission du *Gold and silver*, à Londres, constate que la prospérité de l'Angleterre a diminué des trois quarts entre 1874 et 1886. Les questions sociales, les grèves et les révolutions se développent chaque jour, dans le monde entier, comme en 1848; les mêmes causes amènent les mêmes effets.

Tels sont, d'après M. Alphonse Allard, les maux que la question monétaire a appelés sur l'humanité; MM. les monométallistes n'aiment pas à en parler, M. Goschen le leur a dit : *Ils sont orthodoxes à ce point que leur foi leur suffit*; ils devraient cependant examiner le mal, ils devraient surtout proposer un remède. Les bimétallistes, eux, proposent un remède, et un remède qui ne coûte rien, puisqu'il ne s'agit que de rétablir ce qui a toujours existé; ils espèrent pour le bonheur de l'humanité que leurs voix seront bientôt entendues.

M. Arthur RAFFALOVICH réplique que la baisse des prix est due à tout un ensemble de facteurs : ouverture du canal de Suez, progrès techniques, construction des chemins de fer. La démonétisation de l'argent y a une part, mais elle est loin de dominer la situation. Quant à la prime sur l'or à Saint-Petersbourg, elle est due à la dépréciation du papier-monnaie, à l'exagération de la circulation fiduciaire. Vouloir rétablir le 15 1/2, ce serait vouloir courir au-devant de perturbations extraordinaires, bouleverser les contrats. Il n'y a pas rareté d'or.

M. Raffalovich a, en outre, attiré l'attention sur la situation monétaire de l'Autriche. Il a surtout insisté sur le degré de parenté qui existe entre le bimétallisme et le protectionnisme qui naissent tous deux d'une conception exagérée du pouvoir et des attributions de l'État.

M. Armand LALANDE a repris la thèse du bimétallisme. Le rapport de 1 à 15 1/2 lui paraît être conforme à la réalité. De 1670 à 1873, la valeur de l'argent par rapport à l'or s'est maintenue dans la proportion de 14, 15 ou 15 1/2. Il s'attache à démontrer le danger de prendre l'or comme unique mesure de la valeur. Il déclare que, en fait, la monnaie d'argent joue partout le principal rôle, et que les quantités de métaux précieux ne sont pas suffisantes pour les besoins des peuples, comme le prouve l'existence du papier-monnaie en Russie, en Autriche et dans l'Amérique du Sud. D'ailleurs la population du monde augmente d'au moins 4 millions d'habitants chaque année; en leur appliquant la quotité monétaire française, il leur faudrait un accroissement de près d'un milliard de monnaie par an. Enfin l'orateur dénonce les inconvénients du monométallisme-or des Anglais, qui aboutit à des hausses du taux de l'escompte, passant de 2 à 4 et à 5 p. 100, pour un simple retrait d'or de 4 millions de livres sterling à la Banque d'Angleterre. Il conclut au bimétallisme avec une revision du rapport des deux métaux tous les quinze ans.

Sir MEYSEY-THOMPSON, vice-président de la Ligue bimétallique anglaise, a terminé cette quatrième séance par l'exposé des progrès accomplis, en Angleterre, par la propagande du bimétallisme depuis dix-sept mois que la ligue a été fondée. Elle a pour adhérents deux ministres actuels et une centaine de membres de la Chambre des communes. Il cite les personnes les plus notables qui sont à la tête du mouvement.

L'un des obstacles les plus considérables qu'il rencontre est la confusion

qu'on veut établir, même en Angleterre, entre le bimétallisme et la protection. L'une est, suivant l'orateur, le contraire de l'autre, puisque la protection a pour objet de constituer des privilèges distinctifs, tandis que le bimétallisme accorde à tous indistinctement les mêmes droits et les mêmes avantages.

CINQUIÈME SÉANCE.

**Vendredi 13 septembre, à 1 heure et demie du soir,
au palais du Trocadéro.**

PRÉSIDENCE DE M. J. MAGNIN.

M. MAGNIN, *président*, remercie les membres du Congrès de la visite qu'ils ont bien voulu faire le matin à la Banque de France. Il leur demande la permission de leur offrir un souvenir matériel de cette visite, sous la forme d'un jeton de présence portant sur l'une des faces, en exergue, cette maxime dont la Banque ne s'est jamais départie : *La sagesse fixe la fortune*, et sur l'autre face l'année de la fondation de la Banque, *l'an VIII*. « Vous le voyez, dit M. Magnin, ce n'est pas une jeunesse; elle est plus qu'octogénaire; elle marche vers son centenaire, et nous espérons que non seulement elle l'atteindra, mais qu'elle le dépassera. » De vifs applaudissements accueillent ces paroles.

M. Gustave DU PUYNODE dit que M. Lalande a eu raison de reprocher aux monométallistes, si telle a été son intention, de prendre pour base de leurs doctrines la pensée que les métaux-monnaies sont des marchandises, soumises à la loi de l'offre et de la demande. C'est bien ce qu'ils enseignent, comme la doctrine des bimétallistes, c'est que la loi crée la valeur des monnaies et peut, par suite, établir entre eux un rapport constant. Jamais les deux métaux, l'or et l'argent, n'ont circulé en même temps dans le même pays. Le métal déprécié a toujours chassé l'autre. Tous les faits, toutes les statistiques le démontrent. Les bimétallistes en reviennent à la théorie de la monnaie-signe.

Il faut choisir le meilleur métal, et ce métal, c'est l'or. L'or présente, en effet, plus que l'argent les trois conditions d'une bonne monnaie : la facilité de transport, la durée et la stabilité de valeur. Les statistiques encore, comme les travaux publiés sur le frai, le prouvent surabondamment. Du reste, les peuples ne veulent plus des monnaies d'argent; on le voit bien sur le marché international des échanges. Lord Liverpool a rendu un immense service à l'Angleterre par sa loi de 1816, établissant le seul étalon d'or.

M. du Puynode, en se séparant des orateurs précédents, dit que, s'il importe à chaque peuple d'avoir un numéraire suffisant, tous doivent se garder d'en avoir un qui excède leurs besoins de circulation. Les métaux précieux coûtent toujours cher. Pour une immense industrie et un immense négoce, l'Angleterre a très peu d'espèces monétaires. La France, au contraire, a tou-

jours été et est encore surchargée de ces espèces. Elle en a pour 9 milliards, et ses besoins de circulation seraient largement satisfaits avec 4 milliards. Il faudrait surtout s'appliquer à la débarrasser d'une partie de son numéraire d'argent. Pour cela, on devrait restreindre à 50 francs au plus le pouvoir libératoire de ce numéraire, et engager la Banque de France à émettre de petits billets.

Les bimétallistes attribuent la crise que vient de subir toute l'Europe à la réforme monétaire de plusieurs de ses peuples. C'est une erreur. La baisse de prix la plus marquée, durant cette crise, a porté sur le blé, le plus grand, le plus important produit européen, et cette baisse était inévitable avec les nouvelles voies de communication et les nouveaux moyens de transport. Il est inutile de fournir d'autres exemples. Le pays, du reste, qui a le moins souffert de cette crise, c'est l'Angleterre, monométalliste, et celui qui en a le plus souffert, c'est la France, bimétalliste, mais non à cause de sa circulation monétaire, en raison seulement de ses impôts et de ses dettes, plus lourds que ceux d'aucun peuple.

M. du Puynode termine en se ralliant au vœu d'une seule monnaie internationale, bien qu'il reconnaisse que ce vœu ne saurait se réaliser en ce moment ni d'assez longtemps.

M. DANA HORTON, ancien délégué des États-Unis aux conférences monétaires de 1878 et 1881, s'est efforcé de ramener la discussion sur le terrain pratique.

Il a insisté sur la différence de la fédération monétaire que l'on propose actuellement avec les anciennes unions monétaires. Celles-ci reposaient sur la forme de la monnaie, sur le coin; la fédération proposée n'a trait qu'à la matière, au métal. Il s'agit d'établir un pair commercial entre Paris, Londres, Calcutta, San-Francisco et Buenos-Ayres, comme il en existe un entre Paris, Marseille et Bordeaux. Si un pair national est une bonne chose, un pair international doit être aussi une bonne chose. Or, aujourd'hui, il n'y a pas de parité stable entre les pays d'argent et les pays d'or. Le but du bimétallisme est de l'établir. Pour quels motifs l'Angleterre ne se rallierait-elle pas à cette idée et n'entrerait-elle pas dans une entente monétaire avec la France?

L'orateur, répondant ensuite à l'observation de M. du Puynode d'après laquelle les deux métaux seraient *soumis aux lois du marché*, demande quel est le marché dont il s'agit. Il affirme que c'est un marché où la décision du Gouvernement anglais peut déterminer la condition du métal, un marché où les grandes nations sont pour ainsi dire les acheteurs de l'or et de l'argent, et peuvent déterminer leur importance relative.

Remontant ensuite à l'origine de ces idées sur l'unique étalon d'or, il prétend qu'elles sont dues à une fausse interprétation de la doctrine de Locke et de Newton, et même de lord Liverpool. Locke et Newton admettaient les deux métaux, mais dans une situation légale un peu différente : l'un métal chef, si l'on peut ainsi dire; l'autre, métal subordonné, c'est-à-dire celui dont il fallait hausser ou diminuer le poids en cas de changement du rapport. Eh bien, lord Liverpool a cru qu'il pouvait transférer de l'argent à l'or cette position de supériorité légale, mais il n'était pas ennemi de l'argent.

En ce qui concerne la France, M. Horton se montre satisfait du progrès qu'il constate dans le sentiment des économistes à l'égard de l'argent. Il fait

allusion à la libre frappe accordée en principe par M. Levasseur, mais divers membres interviennent pour rappeler les conditions restrictives dont M. Levasseur veut entourer cette libre frappe.

En terminant, l'orateur insiste sur la question pratique, qui consiste à empêcher la démonétisation de l'argent pour prévenir le retour de la crise déjà causée par la démonétisation de 1873.

M. Émile DE LAVELEYE succède à M. Dana Horton et est salué par les applaudissements de l'assemblée.

L'éminent professeur de Liège a commencé par s'étendre avec complaisance sur les progrès de l'opinion bimétalliste, il a énuméré toutes les chaires d'économie politique qui sont gagnées à ce parti. Puis il a abordé l'objection principale, qu'il reconnaît très sérieuse, mais qu'il croit réfuter d'un mot : c'est la loi de Gresham, en vertu de laquelle la monnaie de moindre valeur se substitue toujours dans un pays à la monnaie de plus de valeur; dans l'espèce, l'argent à l'or. Oui, cela est vrai, dit-il, mais la loi de Gresham ne se manifeste que pour les paiements à l'étranger, elle n'agit pas dans l'intérieur d'un pays : dans un pays bimétallique, on ne fait pas deux prix pour les choses à vendre, l'un en or, l'autre en argent.

A la loi de Gresham il faut opposer ce que M. de Laveleye et M. Cernuschi ont appelé la loi de Newton : Si un même rapport de valeur entre les deux métaux était établi dans les différents pays, il n'y aurait plus de motif d'exporter de l'or ou de l'argent de l'un à l'autre. Peu importe au surplus le taux du rapport; il peut être de 1 à 18, à 20, à 22; il suffit qu'il soit identique partout.

D'ailleurs il est évident qu'en poursuivant la formation d'une entente internationale, les États-Unis, par exemple, ne sont pas mus par le désir d'écouler leurs métaux précieux en Europe, ils n'en ont pas assez pour eux-mêmes, ils en importent plus qu'ils n'en exportent; non, leur mobile est plus élevé, ils veulent créer une parité du change entre toutes les puissances commerciales, et c'est pourquoi ils cherchent à rétablir un rapport fixe international entre les deux métaux.

On objecte, à la vérité, contre cette fixité du rapport, que la loi ne peut pas créer la valeur. Sans doute, mais elle peut créer un débouché illimité qui influe sur la valeur.

M. de Laveleye examine ensuite la question de la stabilité de la valeur dans la monnaie, il la trouve plus grande dans le bimétallisme que dans le monométallisme. C'est un point que l'orateur considère comme démontré par Stanley Jevons, qui était pourtant un monométalliste.

Qu'aurait-on fait en 1850, si l'on n'avait eu que l'or pour monnaie? Même s'il fallait en venir au monométallisme, M. de Laveleye préférerait qu'on l'établît sur l'argent, qu'il trouve un meilleur métal monétaire que l'or, parce que sa production est plus régulière. Son plus grand poids n'y fait rien; on le déposerait dans les banques, et le papier circulerait à sa place.

En ce qui concerne la rareté de l'or, M. de Laveleye reconnaît qu'elle n'existe pas en France, mais on peut la constater dans tous les autres pays, en Angleterre même en certaines circonstances. La Belgique, qui est un pays riche, manque du précieux métal; elle n'en conserverait guère si elle devait rembourser en or les écus d'argent qu'elle a frappés, dans le cas d'une liquidation

de l'Union latine. Partout cette pénurie d'or est un gros obstacle à la reprise des paiements en argent.

On a fait dans cette discussion appel à la justice. C'est un beau mot et un sentiment auquel il faut toujours obéir; mais où est-elle, la justice qu'on invoque? Tous les emprunts publics et un grand nombre d'emprunts privés ont été contractés sous le régime du bimétallisme; en les faisant passer sous celui du monométallisme, qui donne une plus grande puissance d'achat à la monnaie d'or, on aggrave les dettes, on désavantage les débiteurs, qu'il y aurait, au contraire, intérêt à favoriser.

M. de Laveleye considère la démonétisation de l'argent comme une mesure révolutionnaire. Il y voit une cause certaine de protectionnisme. L'Angleterre, dit-il en terminant, n'a pu supporter son régime de monométallisme-or que parce qu'elle s'appuyait sur le bimétallisme de la France, mais vienne la suspension du Bland-bill aux États-Unis, viennent les ventes d'argent que l'orateur conseille à la Belgique pour se procurer de l'or, et l'on verra bien si l'Angleterre peut continuer à se désintéresser de la question monétaire.

Ce discours est très applaudi et les applaudissements continuent lorsque l'on voit M. Frédéric Passy monter à la tribune.

M. Frédéric Passy déclare, lui aussi, en commençant qu'il ne connaît pas, à proprement parler, de monométallistes. Bien qu'on le place dans cette catégorie, il est simplement un adversaire du double étalon. Il ne croit pas à la possibilité d'imposer, malgré la nature des choses, un rapport fixe à deux valeurs qui sont variables indépendamment l'une de l'autre. A l'heure actuelle, il est impossible de dire avec certitude si l'écart de valeur entre les deux métaux résulte soit d'une hausse simultanée de l'or et de l'argent, mais moindre sur l'argent que sur l'or, soit d'une hausse de l'or et d'une baisse de l'argent, soit d'une baisse des deux métaux, mais beaucoup plus forte sur l'argent. On ne peut choisir une de ces hypothèses qu'en s'appuyant sur des conjectures plus ou moins plausibles. En définitive, le rapport de 1 à 15 $\frac{1}{2}$ n'est pas plus un rapport naturel, comme l'a prétendu M. Lalande, que le taux d'intérêt de 5 p. 100 n'est un taux d'intérêt normal. Gaudin, l'auteur de notre régime monétaire, était d'avis qu'il faudrait modifier, le cas échéant, la proportion de 15 $\frac{1}{2}$ à 1; malheureusement le législateur ne s'est pas souvenu de l'invitation de changer la loi lorsque le rapport changerait.

M. Frédéric Passy est partisan de limiter la valeur libératoire de la monnaie d'argent au chiffre de 200 francs, mais cela n'empêcherait pas qu'elle pût être donnée et reçue en toutes proportions à la valeur commerciale, c'est-à-dire au poids et au titre.

Voilà la règle commerciale qu'on n'a pas suivie, et si l'argent s'amasse en si grande quantité dans les caisses de la Banque, c'est qu'en réalité on ne lui a pas ouvert la porte assez grande pour lui permettre d'en sortir.

Les détenteurs d'argent n'ont voulu s'en dessaisir qu'au rapport de 15 $\frac{1}{2}$, et ils ont vu la baisse s'aggraver de plus en plus; pour n'avoir pas consenti à temps à une petite perte, ils risquent de subir et de nous imposer une catastrophe.

La vérité est que les paiements ne se font pas beaucoup plus maintenant en or qu'en argent; ils se font en compensations. Le *Clearing house* de Londres compense de 150 à 180 milliards par an. Il en résulte que l'Angleterre n'em-

ploie qu'une très faible somme en numéraire pour ses règlements. L'or dont elle se sert est comme le poids réduit au dixième ou au centième des balances romaines, qui, placé à l'extrémité du long bras de levier, sert à peser la marchandise déposée dans le plateau. Rien d'étonnant dès lors qu'un retrait de 100 millions d'or soit un indice suffisant à la Banque d'Angleterre pour qu'elle relève le taux de son escompte.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a avantage à se servir du métal le plus cher, le plus portatif, le plus commode, qui est l'or, et à réserver le métal secondaire, l'argent, pour le rôle de billon supérieur. N'intervertissons pas les rôles, ne revenons pas aux pataches, sous prétexte que les chemins de fer vont trop vite; et si l'argent ne nous est plus nécessaire, renvoyons-le aux peuples arriérés qui en ont encore besoin.

« Vous dites, s'écrie M. Frédéric Passy, qu'il faut poursuivre une entente entre les gouvernements. D'abord vous n'y parviendrez pas, mais en supposant que vous réussissiez, les nations qui resteront en dehors subiront la loi du marché, et ce fait suffira pour établir un rapport commercial différent de votre rapport conventionnel. Je vous défie d'empêcher que de grandes masses d'or et d'argent soient livrées à des conditions autres que celles du marché. Si vous y parveniez, c'est que vous auriez détruit le marché lui-même. »

Enfin, s'attachant à réfuter la thèse de MM. Thompson et de Laveleye qui prétendent démontrer, à l'encontre de M. Gladstone, que le bimétallisme n'est pas de la protection, M. Frédéric Passy termine son discours par une magnifique péroraison, où, dans un langage entraînant, il dit en substance : « Vous voulez maintenir artificiellement le prix d'une marchandise. C'est toujours l'idée de la toute-puissance de l'État, l'idée que les choses n'obéissent pas à des lois naturelles. Mais s'il n'y avait pas des rapports certains, nécessaires, entre les choses, il n'y aurait pas de science. Cette négation des lois constantes a de tout temps engendré les illusions de la fausse science, celle qui affirmait que le soleil tourne autour de la terre, celle qui croyait que l'aérostas est soustrait à la pesanteur. . . Survient la vraie science qui rectifie ces illusions, qui observe les faits et formule les lois, et dit : Surtout n'y touchez pas, car toutes les fois que vous le faites, vous commettez une erreur et une injustice. »

Après ce discours qui fait une vive impression, la séance reste quelques instants suspendue.

M. COSTE donne lecture, au nom de M. DE MALABRE, qui a été obligé de quitter le Congrès, d'une note statistique établissant les progrès dans le monde civilisé du système métrique des poids et mesures et du système monétaire français. Le système métrique des poids et mesures, pratiqué par un ensemble de populations de 668 millions d'individus en 1877, est étendu en 1889 à 794 millions, représentant 60 p. 100 de la population du monde civilisé. Le système monétaire français ou un système analogue, qui était pratiqué par un ensemble de populations de 162 millions d'individus en 1877, est étendu en 1889 à 311 millions (dont 103 millions appartenant à la Russie), soit à 23 p. 100 de la population du monde civilisé.

SIXIÈME SÉANCE.

Samedi 14 septembre 1889, à 1 heure et demie du soir,
au palais du Trocadéro.

PRÉSIDENCE DE M. J. MAGNIN.

M. MAGNIN, *président*, constate l'excellent accueil qu'ont reçu les membres du Congrès dans leur visite du matin à l'hôtel des Monnaies. Il vient d'être informé par M. Ruau, le directeur de cet établissement, qu'un souvenir allait être offert à chacun des membres du Congrès, une médaille portant sur l'une des faces l'édifice de la Monnaie de Paris et sur l'autre face la date de la visite des membres du Congrès. Il remercie au nom du Congrès M. Ruau de cette gracieuse attention. Des applaudissements unanimes appuient les paroles du Président.

La discussion est reprise.

M. FOXWELL, de l'Université de Cambridge, professeur d'économie politique à l'Université de Londres, prononce en anglais un discours que M. Arthur RAFFALOVICH traduit immédiatement avec une facilité et une exactitude auxquelles la réunion rend un hommage bien mérité.

M. Foxwell est étonné de la tournure qu'ont prise les débats du Congrès : il croyait à une discussion de mesures pratiques et non à une contestation des principes monétaires. Il dit que M. Giffen, en Angleterre, est seulement opposé à la fixité du rapport de valeur entre les métaux, mais qu'il ne condamne pas le bimétallisme. Jevons était, dans les derniers temps de sa vie, devenu bimétalliste. Il a propagé les idées françaises sur ce sujet. Il y a, en effet, une grande différence entre les systèmes bimétalliques particularistes du siècle dernier, que chaque nation adoptait différemment pour se constituer un avantage sur les nations rivales, et le bimétallisme moderne qui vise à constituer une bonne monnaie internationale. Le mouvement bimétallique anglais a pour foyer principal Manchester et non la cité de Londres, qui est beaucoup trop préoccupée des affaires.

En France, on fait bien moins attention qu'en Angleterre à la baisse des prix; il y a là pourtant une question sociale, et c'est quand l'orateur a reconnu le côté social de la question qu'il est devenu bimétalliste avec enthousiasme.

En Angleterre, on désire surtout la stabilité des prix; M. Levasseur prétend aussi la réclamer, mais le bon marché continu et croissant, qu'il veut aussi, n'est pas la stabilité.

On peut concevoir des prix stables et des salaires croissants, ou des salaires stationnaires avec des prix décroissants. Pour l'ouvrier, socialement, politiquement, ce n'est pas la même chose. Ce qu'il faut à l'ouvrier, c'est une augmentation de salaire. C'est ainsi que la hausse des prix est avantageuse à toutes les classes et stimulatrice du commerce.

M. Foxwell s'attaque ensuite à M. Passy sur ce qu'il a nié l'insuffisance de la monnaie : les « index numbers » prouvent que la monnaie est insuffisante ; l'argent n'a pas varié, c'est l'or qui a renchéri. Il critique vivement le respect de M. Passy pour les prétendues lois naturelles. Est-ce naturel de restreindre la frappe d'un des grands métaux ? Et quand on ouvre un canal, n'est-ce pas violer une loi naturelle ? L'orateur reproche à M. Passy de prêcher les doctrines de J.-J. Rousseau !

En terminant, M. Foxwell critique la proposition de M. Coste de rester dans le *statu quo*. Ce n'est là qu'un état de transition. Il faut choisir entre la réhabilitation de l'argent ou sa démonétisation.

M. OTTOMAR HAUPT succède au professeur Foxwell. Il se borne à rectifier quelques points de fait importants. La baisse de l'argent, d'après des informations puisées à bonne source, est loin d'avoir dit son dernier mot. On évalue aux États-Unis la moyenne des frais de production de l'argent à 2 shillings 1 penny $\frac{1}{2}$ l'once standard. Il y a donc encore une grande marge pour la baisse.

M. Haupt ne voit pas cette disette d'or dont il est tant parlé. En France, il y a 1,330 millions à la Banque, 2,500 millions dans le pays, 3,400 millions en argent, dont 600 millions en pièces étrangères, qui doivent nous être remboursées en or. En 1871, l'Allemagne avait 110 millions de francs en or ; en 1889, elle en possède 2,900 millions. Les États-Unis avaient 900 millions d'or en 1875 ; 3 milliards et demi en 1888. L'Italie a acquis, en 1882, 400 millions d'or. Le stock d'or des grandes banques s'est accru d'un demi-milliard en trois ans.

L'orateur établit enfin que M. Ad. Soetbeer, reconnu comme la plus haute autorité monétaire, n'est point bimétalliste, comme l'ont donné à entendre MM. Allard et de Laveleye. S'il a admis logiquement qu'en cas d'entente internationale un rapport fixe de valeur pourrait subsister, il a nettement déclaré qu'une telle entente lui paraissait une utopie.

M. FIELDEN, manufacturier anglais, monte ensuite à la tribune. C'est M. Grenfell qui lit son discours, dans lequel il affirme que les industriels et les *trade's unions* en Angleterre sont favorables au bimétallisme.

M. E. KOCH (Allemagne) remercie le Gouvernement français et le Comité d'organisation d'avoir préparé ce Congrès. Il déclare avoir adhéré depuis treize ans aux vues monétaires de M. Cernuschi. Il s'efforce depuis lors de les propager. Ces vues n'ont pas été réfutées parce qu'elles sont irréfutables.

M. LE PRÉSIDENT interrompt la discussion pour donner communication au Congrès d'une lettre qu'il vient de recevoir de M. Cernuschi. Cette lettre est ainsi conçue :

« Paris, le 14 septembre 1889.

« MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

« Je prends la liberté de vous remettre ci-jointe la somme de 10,000 francs en vous priant de la garder en vue d'un concours que je vais ouvrir dans les termes suivants :

CONCOURS BIMÉTALLIQUE.

« Un prix de 10,000 francs sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur la question de savoir comment se comporterait dans le présent et dans

l'avenir la valeur réciproque du métal argent et du métal or si le système monétaire ci-après était simultanément introduit et pratiqué en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis et en France :

« 1° Monnayage libre et gratuit pour le public;

« 2° Unité monétaire bimétallique, le *Juste* : le Juste en argent, au poids et à la finesse de la pièce de 5 francs; le Juste en or, au poids et à la finesse d'un dollar d'or des États-Unis.

« Les manuscrits devront être déposés sous pli cacheté, soit à la Banque de France, soit à la Banque d'Angleterre, avant le 1^{er} mai 1890, pour ensuite être transmis au très honorable M. Goschen, chancelier de l'Échiquier, qui voudra bien, je l'espère, accepter d'être juge de ce concours ⁽¹⁾.

« Agrérez, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de ma considération très distinguée.

« HENRI CERNUSCHI. »

Le Congrès applaudit à cette générosité.

Sir MEYSEY-THOMPSON ajoute un autre prix de 100 livres sterling ⁽²⁾.

M. Denis GALET, banquier à Amiens, président de l'Union des banquiers des départements, demande à en référer à sa corporation pour ajouter un troisième prix. Cependant, après un échange d'explications, le Président ayant constaté qu'il s'agit d'un concours bimétallique, M. Denis Galet, qui déclare représenter une majorité de banquiers partisans de l'étalon d'or, retire sa proposition.

La discussion est reprise.

M. Clément JUGLAR répond aux accusations d'incompétence que les bimétallistes adressent aux économistes, par une récusation des banquiers et des changeurs qui ont intérêt à la dualité des métaux précieux pour profiter des

⁽¹⁾ Par une lettre en date du 19 septembre, M. Goschen a décliné les fonctions d'arbitre, à cause du travail déjà excessif dont il est chargé comme chancelier de l'Échiquier.

⁽²⁾ Depuis le Congrès, sir Henry Meysey-Thompson nous a informés que le prix de 100 livres sterling annoncé par lui est afférent à un concours bimétallique distinct de celui de M. Cernuschi et dont les conditions sont les suivantes :

CONCOURS BIMÉTALLIQUE.

Prix offert par sir Henry Meysey-Thompson.

« Un prix de cent livres sterling sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur la question des avantages qu'on pourrait espérer si la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Hollande, la Belgique, l'Italie et l'Angleterre adoptaient simultanément le bimétallisme dans les conditions suivantes :

« 1° Monnayage libre et gratuit pour le public, en or et en argent;

« 2° Plein pouvoir libératoire pour l'or et pour l'argent, dans une certaine proportion qui serait déterminée par les nations indiquées ci-dessus.

« Le mémoire devra démontrer les avantages qui pourraient résulter de l'adoption de ce système pour toutes les classes de la société, en s'appuyant spécialement sur les avantages qu'il produirait pour la classe ouvrière.

« Les manuscrits doivent être écrits en anglais ou en français, et envoyés sous pli cacheté, avant le 1^{er} mai 1890, à M. Henry Mac-Niel, secrétaire de la Ligue bimétallique anglaise, 5, Cross street, Manchester. »

Dans une lettre particulière, sir Meysey-Thompson nous indique que les juges du concours seront choisis par le conseil de la Ligue.

écarts qui ne manquent pas de s'établir entre l'or et l'argent. Il montre combien ces écarts ont été fréquents et considérables, sous le règne véritable du bimétallisme, jusqu'en 1850. Ce n'est qu'à partir de l'apparition de l'or de la Californie et de l'Australie, c'est-à-dire du moment où le bimétallisme a décliné, que ces écarts se sont réduits. Ils prouvent que le rapport de 1 à 15 $\frac{1}{2}$ n'a jamais été constant, et que la rupture de ce rapport est bien antérieure à la suspension de la frappe de l'argent.

Depuis la démonétisation d'une partie de l'argent en Allemagne, il y a eu baisse des prix de 1873 à 1877, puis une reprise modeste, mais très accentuée, de 1878 à 1882, puis une nouvelle baisse de 1882 à 1886, puis enfin une reprise depuis 1886, malgré la dépréciation continue de l'argent. Les salaires sont loin d'avoir suivi les mêmes fluctuations. Il est donc impossible d'attribuer ces mouvements des prix à l'unique influence des métaux précieux.

M. Clément Juglar termine en déclarant que la situation monétaire de la France est aussi belle que possible.

M. Léopold DREYDEL dit que le système monétaire français a fait ses preuves dans des circonstances critiques et qu'il faut le conserver. Il dit que la France devrait dénoncer la convention de l'Union latine et essayer de reprendre la frappe de l'argent pour son compte; l'Allemagne devrait remettre ses thalers en circulation; l'Angleterre ferait bien d'accepter le système français et de commencer la frappe de 200 millions d'argent; les États-Unis enfin devraient retirer leurs greenbacks. Il n'y a pas trop de numéraire en France, surtout dans l'état d'incertitude politique où nous nous trouvons.

M. Théodore MANNEQUIN s'excuse de prendre une seconde fois la parole, mais il croit à la possibilité de faire l'exactitude dans les sciences politiques et dans la science monétaire en particulier. Il s'attache à réfuter les propositions de M. Dana Horton.

Après la lecture de M. Mannequin, M. LE PRÉSIDENT constate qu'il reste encore quatre orateurs inscrits et que l'on n'a pu aborder les trois derniers articles du programme.

Sur la promesse que leurs communications seront insérées au Compte rendu détaillé, les orateurs inscrits renoncent à la parole.

M. MORET Y PRENDERGAST adresse au nom de l'assemblée de gracieuses paroles de remerciement au Président du Congrès et au bureau tout entier.

M. MAGNIN remercie la réunion de sa courtoisie et prononce la clôture du Congrès.

TABLE SOMMAIRE.

	Pages.
Comité d'organisation.	3
Programme du Congrès.	5
Pays étrangers représentés au Congrès.	6
PREMIÈRE SÉANCE :	
Lettre et allocution de M. Rouvier, ministre des finances.	7
Constitution du bureau.	8
Discours de M. Magnin, président.	8
Communications du secrétaire.	9
M. Grenfell.	10
M. le docteur Otto Arendt.	10
M. Moret y Prendergast.	11
M. Théodore Mannequin.	11
DEUXIÈME SÉANCE :	
M. Henri Cernuschi.	11
M. Adolphe Coste.	13
M. Charles Spitzer.	14
TROISIÈME SÉANCE :	
M. Henri Cernuschi.	14
M. Fournier de Flaix.	14
M. G.-M. Boissevain.	15
M. Émile Levasseur.	16
M. Émile de Laveleye.	16
QUATRIÈME SÉANCE :	
M. Émile Levasseur.	17
M. Alphonse Allard.	17
M. Arthur Raffalovich.	19
M. Armand Lalande.	19
Sir Henry Meysey-Thompson.	19
CINQUIÈME SÉANCE :	
Visite à la Banque de France; remerciements.	20
M. Gustave du Puynode.	20
M. Dana Horton.	21
M. Émile de Laveleye.	22
M. Frédéric Passy.	23
M. de Malarce.	24

SIXIÈME SÉANCE :

Visite à la Monnaie; remerciements.	25
M. Foxwell.	25
M. Ottomar Haupt.	26
M. Fielden.	26
M. E. Koch.	26
Communication du Président : Concours bimétalliques de MM. Cernuschi et Thompson.	26
M. Clément Juglar.	27
M. Léopold Dreydel.	28
M. Théodore Mannequin.	28
Clôture du Congrès.	28